



**ENGAGÉ·ES  
AU QUOTIDIEN**

## Déclaration liminaire FSU 81 à la

### FS-SSCT du 26 juin 2025

Mardi 10 juin, Mélanie Grapinet, Assistante d'Education au collège Françoise Dolto de Nogent en Haute-Marne est décédée des suites d'une attaque au couteau. Nous tenons à exprimer l'immense douleur ressentie par la communauté éducative endeuillée par ce drame effroyable et à adresser à la famille et ses proches tout notre soutien. De nouveau, nous perdons une collègue dans l'exercice de nos fonctions. Pour la FSU, ce drame est symptomatique du manque de moyens humains permettant de repérer et d'accompagner les élèves en souffrance.

Le service public est à un point de bascule. Les réformes et orientations budgétaires engagées depuis de trop nombreuses années sont synonymes d'attaque frontale contre les personnels, leurs métiers et les missions qu'ils exercent. Elles affaiblissent les garanties offertes aux usager.ères, pour mieux faire valoir des politiques concurrentielles, censées mieux s'adapter au marché.

Pour la FSU, l'augmentation des RPS est la conséquence, entre autres, des nombreuses réformes se succédant, du *nouveau management public* hérité du privé (qui fait la preuve de son inefficacité et de sa nuisance), de l'intensification et l'alourdissement de la charge de travail dans toutes les fonctions au sein de notre ministère, en lien avec le manque de moyens.

Depuis le 1er mars, les personnels de l'éducation nationale malades subissent une triple peine : la maladie, le jour de carence et le traitement à 90 %. Comme toujours, ce sont les plus précaires qui seront les plus touché.es et qui devront choisir entre se soigner au détriment de leur qualité de vie ou aller travailler au détriment de leur santé. Ce nouveau geste de mépris du gouvernement Bayrou à l'égard des fonctionnaires est inacceptable. La FSU combattra sans relâche cette mesure et participera activement à toutes les mobilisations de la fonction publique. Ce n'est pas en contraignant les agent.es malades à aller travailler que pourra se résoudre la crise du recrutement et l'absence de remplaçant.es. Le stress engendré par les conditions de travail dégradées, la colère des usager.ères face aux carences du système, le sentiment d'être empêché.es de faire un travail de qualité ont un impact non négligeable sur la santé des personnels.

La FSU tient à nouveau à faire remonter les difficultés que rencontrent les personnels du premier degré quand ceux-ci travaillent avec des élèves hautement perturbateurs. Les observations RPS faites dans le registre en santé et sécurité au travail sont en augmentation et ne représentent pourtant que la partie émergée de l'iceberg. L'institution se doit de réagir. L'inclusion scolaire devait constituer le fondement d'une société plus inclusive. Elle est cependant devenue une source de souffrance, tant pour les élèves que pour les personnels, créant des clivages et des tensions au sein de l'école. En imposant l'inclusion sans moyen, le ministère semble, en réalité, encourager son échec.

Partout nous manquons de personnels. La FSU revendique un recrutement massif d'AESH formé.es, avec un vrai statut de fonctionnaire de catégorie B. Par ailleurs, il est plus que jamais impératif de prendre soin de celles et ceux engagé.es dans les écoles au quotidien : nos collègues, enseignant.es et AESH, ne sont pas des punching-balls. Des élèves, qui, dès 3 ans, montrent des comportements inquiétants, pour lesquels les enseignant·es, les AESH et les personnels intervenants dans les écoles se trouvent démunis. Comment accepter qu'un.e élève morde, griffe, jette des objets au visage de son enseignant.e ? Comment accepter qu'un.e élève menace de se tuer, de tuer un.e camarade et de demander à l'AESH de tuer cet.te élève ? Certains de ces élèves sont notifié.es pour une orientation spécifique mais faute de place, restent dans les classes. Cela ne peut être une inclusion réussie, ni pour eux.elles, ni pour les enseignant·es, ni pour les autres élèves. L'institution maltraite tout le monde. A l'heure où la santé mentale est affichée comme une priorité et une nécessité d'intérêt public, qu'en est-il sur le terrain... Il s'agit d'un réel problème de santé publique et d'un scandale au sujet duquel nous alertons dans cette instance depuis de trop nombreuses années maintenant. L'absence de personnels qualifiés (médecins, psychologues, assistant.es sociales.aux, infirmier.es) ne peut être remplacée par une simple formation des personnels "secouristes en santé mentale". Il est impératif de construire un véritable plan de prévention, adossé à une exigence de renfort en moyens humains.

S'agit-il d'un simple manque de moyens ? Cela fait pourtant deux ans que les ministres successifs rendent des surplus de budget ! Les membres de la FSU ne peuvent imaginer que tout soit fait pour détruire le service public d'éducation !

Les relations avec les parents d'élèves sont aussi préoccupantes dans beaucoup d'écoles. Ce phénomène est multifactoriel, mais la dégradation du service public n'y est pas pour rien, et ce sont les enseignant.es qui, bien souvent, constituent le réceptacle de la colère des familles. Plus que jamais, il est important de mettre en avant la formation dans l'accompagnement et la protection des personnels.

Dans le second degré, les remontées du terrain sont alarmantes. L'état problématique de la jeunesse lycéenne malmenée par les réformes Blanquer est souligné par les adultes eux-mêmes en difficulté devant un métier qui perd du sens. Même chose au collège avec une réforme dite du "choc des savoirs" dénoncée par un rapport de l'Inspection Générale pour ce qu'elle est : un outil de ségrégation scolaire et sociale. Les vies scolaires finissent l'année épuisées et les annonces de suppressions de postes d'AED ne contribueront pas à améliorer la situation.

La FSU s'interroge sur ce qui est fait concernant les établissements en crise : malgré nos alertes, les réponses ne sont pas suffisantes, ni en termes de mesures de protection ni de prévention. Les nombreux personnels de direction en arrêts maladie laissent des établissements sans chef.fe ou avec des chef.fes par intérim (qui se retrouvent, de fait, en surcharge de travail et dont le départ fragilise leur établissement d'origine). Cette situation n'est pas pour nous rassurer et constitue un indicateur visible et non négligeable d'une crise généralisée d'un système qui ne fonctionne plus. Les collèges et les lycées du Tarn ont besoin de sérénité, et cette sérénité doit d'abord passer par la nécessaire construction de collectifs de travail sains et reconnus par leur employeur à leur juste valeur. La tâche est immense si le dialogue social n'est pas respecté et ne garantit plus la dignité des personnels dans leurs missions.

Nous sommes inquiets de la situation bâimentaire de nombreux établissements scolaires. C'est notamment le cas des écoles de Crins, d'En Gach, de Lautrec, de Pulyaurens, du collège de Lavaur, de la cité scolaire de Bellevue, du collège de Graulhet... A la vétusté de certains établissements viennent s'ajouter, dans d'autres, la mauvaise isolation et le manque de moyens mis en oeuvre pour pallier les problèmes de chaleurs extrêmes comme en attestent les très récents registres à ce sujet.

La FSU souhaite que la F3SCT puisse incarner véritablement les revendications en matière de prévention, de santé et de sécurité qu'elle porte dans les écoles et les établissements au quotidien.